

Scott Ritter : la fin du dernier traité nucléaire mondial

Scott Ritter est un ancien major, officier du renseignement, membre des Marines américains et inspecteur des armes de l'ONU. Ritter évoque la fin du traité New START, qui a mis un terme à des décennies de contrôle des armements nucléaires. Une course aux armements, voire une guerre nucléaire, pourrait s'annoncer. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdiesen Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à tous. Nous sommes rejoints aujourd'hui par Scott Ritter, ancien inspecteur en armement des Nations unies, officier du renseignement du Corps des Marines des États-Unis et auteur. Aujourd'hui, je voulais vraiment revenir sur votre travail d'inspecteur en armement, car il ne nous reste plus qu'un seul traité de contrôle des armements nucléaires : le New START, le Traité de réduction des armes stratégiques. Et, eh bien, celui-ci expire aujourd'hui. Cela nous laisse donc, si je ne me trompe pas, sans aucun accord de contrôle des armements nucléaires. C'est assez étrange, car les conséquences pourraient être très graves, et pourtant je ne vois guère d'inquiétude de la part de nos gouvernements ou des médias, d'ailleurs. On aurait pu penser que ce serait une priorité. Quelle est l'importance de cette situation ?

#Scott Ritter

Non, c'est d'une importance capitale, presque apocalyptique. J'ai écrit un livre intitulé *Highway to Hell*, et je l'ai appelé ainsi parce que j'ai expliqué que si nous laissons le traité New START expirer sans instaurer soit un moratoire sur les plafonds d'armes nucléaires déployées en attendant un nouveau traité, soit un nouveau traité lui-même, nous aurons tout simplement... multiplié par dix la probabilité d'une guerre nucléaire entre les États-Unis et la Russie, ou entre les États-Unis et la Chine. Je veux dire, en maintenant le traité New START, nous préservons six décennies — six décennies — d'héritage en matière de contrôle des armements. Vous savez, tout cela a commencé dans le sillage de la crise des missiles de Cuba, lorsque John F. Kennedy et Nikita Khrouchtchev ont réalisé, mon Dieu, nous avons failli commettre l'impensable. Comment commencer à sortir de cette situation ?

Mais avant qu'ils ne puissent entamer un dialogue, Kennedy a reçu une balle dans la tête, et Khrouchtchev a été évincé du pouvoir par Kossyguine, Brejnev et un autre membre du triumvirat—je ne me souviens plus lequel. Tu sais, Johnson est arrivé, et il lui a fallu un certain temps pour, euh, trouver ses marques en matière de contrôle des armements. Quand il a enfin été prêt à conclure un accord significatif sur le contrôle des armements avec l'Union soviétique, le Printemps de Prague a eu lieu, et les chars soviétiques à Prague ont rendu impossible pour Johnson d'aller de l'avant. C'est donc à Nixon que la tâche est revenue. Sous Nixon, nous avons lancé le traité ABM. Je viens de terminer la rédaction d'une discussion en trois parties sur le traité ABM et sur les raisons pour lesquelles il est si important, car si tu le lis, tu verras que je ne parle pas seulement du traité ABM.

Tout était lié à ce traité. Nous n'aurions pas pu avoir de négociations sur la limitation des armes stratégiques sans le traité ABM. Nous n'aurions pas pu avoir de négociations sur la réduction des armes stratégiques sans le traité ABM, car c'est le traité ABM qui pose le cadre. Il crée le concept de destruction mutuelle assurée. Pourquoi est-ce important ? Parce que cela signifie que nous ne pouvons pas gagner une guerre nucléaire. Il n'y a donc aucune raison de mener une guerre nucléaire. Peut-être que nous n'avons pas besoin d'autant d'armes nucléaires que nous le pensions, et que nous pouvons commencer à les réduire. Mais tout est interconnecté. Le traité START — le traité START original — a été signé, je crois, le 31 juillet 1991. À la fin du processus, George Herbert Walker Bush s'est assis avec Mikhaïl Gorbatchev et l'a signé.

Euh, un peu plus de deux semaines plus tard, il y a eu un coup d'État à Moscou, et quelques mois après, l'Union soviétique avait disparu. Le traité START est alors entré en vigueur, mais il a été immédiatement entravé par le fait que l'Union soviétique n'existait plus. Il a fallu plusieurs années pour, vous savez, déterminer quoi faire des armes nucléaires soviétiques encore sous contrôle opérationnel russe au Kazakhstan, en Biélorussie et en Ukraine. Et au moment où nous avons réuni toutes les nations pour signer le traité START, la mentalité qui avait conduit à cela avait changé, parce que, vous savez, la raison pour laquelle nous étions prêts à faire du contrôle des armements avec les Russes, c'est qu'ils pouvaient nous botter les fesses. Nous pouvions leur botter les leurs, mais eux pouvaient aussi nous botter les nôtres. Nous les respections. Nous les craignions.

Et ce respect — et cette combinaison de respect et de crainte — ont rendu le contrôle des armements nécessaire. Mais une fois le traité auquel j'ai participé, le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire signé en 1987, entré en vigueur en 1988 — je le dirai une fois et je le redirai encore — j'ai été le premier inspecteur d'armes sur le terrain en Union soviétique chargé de mettre en œuvre ce traité. Et je brandis ce drapeau à chaque occasion, car je suis très fier de ce rôle. Nous avons écrit le manuel de l'inspection sur site. L'inspection sur site est ce qui rend possibles les traités modernes de contrôle des armements — la certitude de la vérification du respect des engagements, rendue possible par un œil humain bien formé relié à un cerveau bien entraîné. C'est imbattable.

Et nous l'avons inventé avec le traité INF, puis cela a continué avec START et tout le reste. Mais, vous savez, c'était un bon traité parce que nous les respections, ils nous respectaient, et il reposait

sur une base mutuellement bénéfique. Le traité START a été négocié sous une ombre, car, vous savez, il a été sans cesse retardé. Au moment où George Herbert Walker Bush s'est assis avec Mikhaïl Gorbatchev le 31 juillet 1991, Gorbatchev faisait des concessions aux États-Unis que beaucoup, au sein du ministère soviétique de la Défense, jugeaient excessives : « Nous ne devrions pas céder cela. Nous cédon trop. Nous ne recevons pas assez. » Ainsi, START a toujours été perçu par les Soviétiques, puis par les Russes, comme une sorte d'instrument d'intimidation — une intimidation en matière de contrôle des armements.

Pourquoi ? Eh bien, parce que nous ne craignons plus la Russie. Nous estimions que la dissuasion nucléaire stratégique russe s'était affaiblie. Elle restait dangereuse — nous devons encore y prêter attention — mais nous ne la redoutions plus. Nous ne la laissions plus dominer nos esprits. Et quand cela arrive, nous commençons à penser différemment. Par exemple : qu'en est-il de l'Iran ? Qu'en est-il de la Corée du Nord ? Qu'en est-il de leurs missiles balistiques ? Quelles défenses avons-nous contre une attaque de missile d'un État voyou ? C'est alors que nous avons commencé à parler de construire des défenses antimissiles balistiques en violation du traité ABM. Et lorsque les Russes nous ont avertis — en réalité, c'était quand Vladimir Poutine est arrivé au pouvoir, bien que ce fût encore sous la présidence Clinton — ils ont dit : « Si vous faites cela, nous allons... », car il y avait le traité START initial, puis START II, qui était presque ratifié, et START III, qui devait être négocié.

Euh, les Russes ont dit : « Nous allons nous retirer de START II. Nous n'allons pas le ratifier. » Et l'élément clé de START II, c'était la dé-MIRVation des missiles — on réduisait ces missiles qui portaient plusieurs ogives. L'idée, chez les spécialistes du contrôle des armements, c'était : « Hé, nous n'avons pas besoin de plusieurs ogives puisqu'il n'y a pas de défense antimissile à saturer. » C'est pour cela que nous étions passés aux MIRV au départ — la défense antimissile signifiait qu'il fallait la submerger. Sans défense antimissile, nous pouvions réduire. Vous voyez comment ça fonctionne ? Cause et effet. Mais les Russes ont dit : « Eh bien, nous pourrions devoir remettre des ogives. » Et Colin Powell, le secrétaire d'État, a répondu : « Peu importe. Nous ne sommes pas inquiets des Russes. Ils ne sont pas comme nous. Ils peuvent faire ce qu'ils veulent ; cela ne nous affecte pas. » Quelle arrogance dans cette déclaration.

Et cela s'est poursuivi avec George W. Bush, qui a ensuite tout simplement supprimé le traité ABM, parce que nous n'en avions rien à faire. Vladimir Poutine a essayé de prévenir tout le monde : il y aurait des conséquences. C'est déstabilisant. Ce n'est pas une bonne chose. Mais nous considérons toujours la Russie comme la petite sœur plus faible. Vous savez, nous ne la craignons pas. Nous ne la respectons pas. Le traité START a continué jusqu'à son expiration en 2009. Bush a essayé de négocier un nouveau traité START, n'a pas réussi à le conclure et l'a transmis à Obama. C'était intéressant, cependant, car il allait y avoir un vide entre la fin du traité START et l'entrée en vigueur du nouveau START. Et le Sénat a dit : « Hé, vous ne pouvez pas avoir ce vide. Voyez-vous, pour l'instant, nous sommes à l'aise avec les capacités nucléaires russes parce que nous savons ce qu'elles sont. Nous avons des inspecteurs sur le terrain. Nous échangeons des données. Nous avons ce traité. »

Et cela nous met à l'aise. Nous savons ce qu'ils ont, ils savent ce que nous avons, et tout reste calme. Mais si l'on arrête les inspections sur place, nous ne savons plus ce qu'ils possèdent. Soudain, l'incertitude s'installe, et nous devons envisager le pire. La situation pourrait devenir incontrôlable. C'est pourquoi ils ont dit à l'administration Obama de conclure rapidement. Le traité New START est alors arrivé, mais le problème avec New START, c'est que nous n'avons pas négocié de bonne foi. Rose Gottemoeller était la principale négociatrice américaine. Son homologue était Anatoly Antonov, l'ancien ambassadeur de Russie aux États-Unis. J'ai eu de nombreux déjeuners avec l'ambassadeur Antonov où nous avons parlé de New START et de tout le processus.

Et il a dit : vous savez, les États-Unis ont commencé à jouer avec les mots — sur ce que signifie, par exemple, mettre hors service un bombardier B-52, ou ce que signifie désarmer un tube de lancement de sous-marin Trident — afin d'atteindre les chiffres des systèmes déployés, puisque nous parlons des systèmes d'armes nucléaires déployés qu'ils surveillent. Et il a dit : pour nous, il était clair que lorsque nous parlions de mettre hors service un B-52, c'était définitif. C'est terminé. Une fois désarmé, il ne peut plus jamais transporter d'armes nucléaires. Même chose pour les tubes de lancement de missiles balistiques depuis les sous-marins — c'est pour toujours. Et ce qui s'est passé, c'est que les États-Unis se sont simplement contentés d'ouvrir le B-52 et de couper quelques fils. Ils ont dit : « Voilà, il ne peut plus lancer d'armes nucléaires. » Et les Russes ont répondu : « Mais que se passe-t-il quand vous rebranchez les fils ? » « Oui, mais nous n'allons pas le faire. »

Et le problème, voyez-vous, c'est que nous avons eu des généraux qui ont témoigné devant le Congrès, parce que le Congrès disait : « Et si les Russes trichaient ? Et si les Russes prenaient de l'avance ? » Et les généraux ont répondu : « Nous pouvons remettre les B-52 en service en très peu de temps. Nous pouvons réinstaller les tubes de lancement, car ils n'ont pas été définitivement démantelés. En quelques mois, si les Russes trichent, nous pourrions revenir exactement à la situation précédente. Ne vous en faites pas. » Cela signifie que le traité est dénué de sens. Et les Russes disaient : « Ce traité est absolument vide de sens, puisque vous admettez vous-mêmes que vous pouvez revenir en arrière instantanément. » Donc, déjà, le traité New START posait problème. L'autre point, c'est que les Russes disaient : « Nous ne pouvons pas vraiment parler de contrôle des armements stratégiques, car lorsque le traité START a été négocié, le traité ABM était encore en vigueur. Mais maintenant, avec la négociation de New START, il n'y a plus de traité ABM. »

Les Russes disaient : « Vous savez, les gars, comprenez bien ceci — si vous construisez un système de défense antimissile pendant que nous négocions sur les armes stratégiques, sur les chiffres, et que vous développez des systèmes de défense, cela signifie que nos calculs, fondés sur l'hypothèse qu'il n'y aura pas de guerre et que nous comptons sur la dissuasion nucléaire mutuelle, doivent être revus. Parce que nous devons supposer que vous vous préparez à une première frappe. Nous devons donc disposer d'une capacité de riposte. Cela change notre équilibre. » Et Glenn Diesen a dit : « Non, non, non, ne vous en faites pas. » Obama a dit à Medvedev : « Ne t'inquiète pas. C'est juste une question politique. Tu vois, nous avons ce truc qu'on appelle le Congrès, et nous avons du mal à faire passer ce traité New START. Donc nous allons le faire adopter, et ensuite nous

reviendrons pour traiter la question des missiles balistiques. » Ils ont fait une déclaration conjointe à la signature.

Et les États-Unis, vous savez, après avoir fait ce que les Russes avaient demandé pour obtenir cet accord, sont ensuite sortis en disant : « C'est dénué de sens. La déclaration de signature est dénuée de sens. » Anatoly Antonov a attendu que Gottemoeller l'appelle, comme elle l'avait promis. Elle ne l'a pas fait. Il l'a appelée, et elle a dit : « Non, nous ne faisons pas d'ABM. » Ils ont menti. Ainsi, le nouveau traité START était voué à l'échec dès le départ — mauvaises intentions de la part des États-Unis et mensonges des États-Unis. Mais malgré tout, c'est un accord qui comporte un cadre de stabilité. C'est pourquoi, en 2021, lorsqu'il arrivait à expiration, ils ont procédé à la reconduction de cinq ans que le traité permettait automatiquement.

Mais on supposait à l'époque qu'ils savaient qu'aucune autre prolongation n'était autorisée — qu'il faudrait un nouveau traité à négocier. L'administration Biden n'a jamais fait le moindre effort pour négocier à cause de l'Ukraine. Lorsque la guerre en Ukraine a commencé, ce qui s'est passé, c'est que l'Union européenne a refusé l'accès à son espace aérien aux avions russes qui envoyaient des inspecteurs aux États-Unis. Les États-Unis ont envoyé des inspecteurs en Russie, et les Russes ont dit : « Très bien, entrez. Vous pouvez tout voir, etc. » Mais lorsque les Russes ont envoyé leurs inspecteurs, ils ont été bloqués. Et la Russie s'est tournée vers les États-Unis en disant : « C'est notre traité. »

Vous devez garantir notre avion. Et nous avons dit : « Non, non, c'est entre vous et les Européens. » Les Russes ont répondu : « Eh bien, alors pas d'inspecteurs. » Et c'en était fini. Ensuite, les États-Unis ont commencé à parler de la défaite stratégique de la Russie, et la Russie a réagi : « Eh bien, la seule chose qui nous empêche d'être vaincus stratégiquement, c'est notre arsenal nucléaire, donc nous n'allons tout simplement pas jouer à ce jeu. » Ils ont cessé de fournir des données. En gros, le traité New START est mort. En 2022–2023, il avait cessé de fonctionner. Mais les plafonds sont restés en place, et les deux parties se sont engagées à les maintenir.

C'est intéressant — Rose Gottemoeller, alors que nous approchons de la fin, de l'expiration du traité New START, a dit que c'était impératif, car cela nous ramène à ce dont je te parlais à propos de Nunn et Lugar, les deux sénateurs. Elle a dit qu'il était impératif que nous ayons confiance si nous voulons procéder à cette prolongation, ce moratoire d'un an. Nous devons avoir confiance dans ces chiffres. Et comme il n'y a pas eu d'inspections depuis deux ans, nous devons réinitialiser le processus d'inspection. C'est simplement pour permettre aux inspecteurs de revenir et de reconfirmer que tout est conforme, afin que, lorsque la limite entrera en vigueur, on ait un niveau de confiance que ces chiffres sont fiables. Eh bien, nous n'avons même pas fait cela.

Donc, ce qui va se passer maintenant, c'est que ce traité va expirer. Il n'y a aucune confiance des Russes envers les Américains. Nous partons simplement du principe que les Russes pensent que nous négocions de mauvaise foi. Et nous allons laisser le traité expirer à cause de la Chine. Nous devons inclure la Chine, parce que Donald Trump et Joe Biden ont tous deux menacé la Chine d'une

guerre nucléaire. Si la Chine ose attaquer Taïwan et que l'Amérique intervient au nom de Taïwan — et que la Chine bat l'Amérique — nous bombarderons la Chine avec des armes nucléaires. Et ensuite, nous avons dit que nous pourrions devoir frapper la Chine de manière préventive. Et les Chinois ont réagi en disant : attendez une minute, notre posture nucléaire actuelle ne fonctionne pas. Nous avons 200 anciens systèmes de lancement chinois — nous devons nous moderniser.

Et donc, ils ont commencé à se moderniser, et les États-Unis ont accusé les Chinois d'essayer d'égaliser nos chiffres — 1 500. Les Chinois ont répondu : non, nous en sommes à 600. Cela nous convient, car nous ne sommes pas là pour jouer à ce jeu. Mais nous n'allons pas permettre aux États-Unis de nous mettre dans le même sac que la Russie. Nous ne sommes pas la Russie ; nous sommes la Chine. Nous avons une politique nucléaire indépendante. Avant même de pouvoir commencer à discuter avec les États-Unis, nous avons besoin que les États-Unis et la Russie règlent leurs questions bilatérales de désarmement nucléaire, qu'ils mettent leur traité en place, et qu'ils réduisent peut-être leurs chiffres jusqu'aux nôtres. Et une fois que vos chiffres seront descendus aux nôtres, alors nous pourrons tous parler, vous savez, d'un traité à trois. Mais ensuite — l'administration Biden, puis plus tard l'administration Trump —

Sous l'administration Biden, nous avons modifié notre plan d'emploi des armes nucléaires — c'est-à-dire notre plan de guerre — afin de prendre en compte la Chine. Nous avons donc refait notre ciblage, la manière dont nous visons, les ogives que nous utilisons, et ainsi de suite, de façon à pouvoir lancer une frappe préventive contre la Chine tout en conservant suffisamment d'armes nucléaires pour la Russie. Mais certains ont dit que ce n'était qu'un jeu. Si les Chinois augmentent encore leurs capacités, cela ne fonctionnera pas — nous avons besoin de plus d'armes nucléaires. Et donc, il n'y a aucun intérêt, du côté de l'administration Trump, à négocier un nouveau traité, car l'administration Trump prévoit, dès demain, de recharger des ogives sur nos Tridents — en passant de huit à douze ou quatorze — et sur les Minuteman III, de une à trois, afin de remonter notre nombre total d'ogives.

Et maintenant que notre nombre d'ogives est revenu à la hausse, nous pourrions dire que nous avons atteint la parité avec la Russie et la Chine. Le problème, c'est : que se passe-t-il si la Russie commence elle aussi à augmenter son nombre d'ogives ? Nous entrons alors dans une course aux armements, et la trajectoire des arsenaux prend une mauvaise direction. Revenons maintenant à l'un des vrais problèmes ici. Avant le traité ABM, il y avait le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Il y avait aussi le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Il n'a jamais été ratifié, mais il existe, et les deux parties ont accepté de s'y conformer. Le Traité sur la non-prolifération a essentiellement consolidé les cinq États déjà dotés de l'arme nucléaire. Il stipulait qu'ils pouvaient posséder des armes nucléaires — mais personne d'autre. En revanche, si vous signez ce traité, vous vous engagez à ne pas développer d'armes nucléaires, à accepter des inspections de sauvegarde, et ainsi de suite.

Mais l'autre aspect de la question, c'est que les États dotés de l'arme nucléaire étaient censés œuvrer à l'élimination de leurs armes. C'était la promesse — c'était l'accord. Le processus est au

point mort, et maintenant nous allons dans la mauvaise direction. Cela pourrait marquer la fin du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Cela pourrait signifier la fin de l'héritage de la non-prolifération nucléaire. Il existe un risque réel que si les États-Unis et la Russie s'engagent dans une nouvelle course aux armements nucléaires — commencent à construire de nouvelles armes nucléaires, à déployer des milliers d'autres ogives — d'autres nations se disent : « Nous devons avoir l'arme nucléaire, nous aussi. » C'est aussi déstabilisant que possible. C'est une catastrophe — une véritable catastrophe. Et encore une fois, je le souligne : six décennies de travail, six décennies d'expérience en matière de contrôle des armements, jetées aux oubliettes parce que quelques imbéciles à Washington, D.C., ignorent leur propre histoire.

Tous les arguments qu'ils avancent aujourd'hui pour justifier la nécessité de faire X, Y et Z sont les mêmes que ceux formulés dans les années 1960 et 1970 — et ils se sont révélés fondamentalement erronés, c'est pourquoi nous sommes passés au contrôle des armements. Nous ne devrions pas avoir à réinventer la roue. Nous ne devrions pas avoir à réapprendre ces leçons. Mais ceux qui oublient les leçons de l'histoire sont condamnés à les revivre. Et nous y voilà, en train de revenir en arrière. C'est une remise à zéro, un retour à la case départ. Espérons que cela s'arrête si nous conservons le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, mais il y a une chance que tout cela nous ramène à l'époque où Kennedy et Khrouchtchev venaient à peine de se faire face lors de la crise des missiles de Cuba. Nous devons tout recommencer. Cette fois, nous pourrions ne pas y survivre.

#Glenn

À mon avis, cependant, le problème est que l'on a toujours besoin d'un équilibre des pouvoirs comme condition du droit international et des traités. C'est pour cela que le système de l'ONU et tout ce qui en découle ont fonctionné après la Seconde Guerre mondiale. Mais après la guerre froide, je pense que le défi — non seulement pour le droit international, mais aussi pour tout traité — était que tous les États ne se sont pas imposé de limites. Il n'y avait aucune contrainte pour l'Occident, donc on lui demandait en quelque sorte de se restreindre lui-même. La relation avec la Russie, comme vous l'avez dit, était en grande partie définie par la gestion de son déclin. Ainsi, tout le concept d'équilibre stratégique, à mon sens, a été de plus en plus rejeté. Et comme vous l'avez mentionné, toute l'idée de développer une défense antimissile stratégique revenait à abandonner le principe de la destruction mutuelle assurée. Je pense que cela s'inscrivait parfaitement dans ce contexte, car si l'on écoute le discours de l'époque, beaucoup de dirigeants européens dans les années 1990 se sont inquiétés lorsqu'ils ont entendu parler de défense antimissile.

Ils parlaient autrefois de défense stratégique — ce n'est plus le cas aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, je pense que les anciens traités se sont effondrés, et on pourrait croire qu'il existe désormais une occasion, alors que le monde se rééquilibre, pour que les États retrouvent un certain respect mutuel — que les grandes puissances prennent conscience de leurs préoccupations communes en matière de sécurité et de contrôle des armements. Mais, tu sais, nous faisons face à un immense défi. Il faudrait des géants politiques de nos jours, et il semble que nous soyons tous condamnés à avoir des dirigeants déplorables. Et bien sûr, la guerre en Ukraine, comme tu l'as dit, complique encore

davantage les choses. Tu as mentionné la Chine — c'est justement ce qui pourrait rendre encore plus difficile la mise en place de nouveaux traités. Trump a exprimé son souhait d'un accord de désarmement nucléaire incluant également la Chine. Alors, penses-tu qu'il soit réaliste d'intégrer la Chine dans un tel cadre stratégique sur les armements, ou est-ce hors de question ? Comme tu l'as dit, les Chinois veulent un accord distinct de celui entre la Russie et les États-Unis.

#Scott Ritter

Eh bien, je veux dire, les Chinois ont déjà répondu à cette question. Ils ont publié un livre blanc sur la politique de désarmement et le contrôle des armements en novembre ou décembre de l'année dernière. Et ce qu'ils ont déclaré, c'est que la Chine ne cherche pas à engager une course aux armements. La Chine a une politique de non-recours en premier à l'arme nucléaire, pure et simple. Mais la Chine a été confrontée au fait que les États-Unis cherchent à développer une capacité de frappe nucléaire préventive — essentiellement pour neutraliser la Chine et la rendre impuissante face à la suprématie nucléaire américaine. Et la Chine a réagi à cela. Les chiffres chinois font désormais partie d'une posture stratégique avec laquelle elle est à l'aise. Ils estiment pouvoir survivre à une première frappe américaine tout en conservant une capacité de riposte suffisante pour infliger des dommages fatals aux États-Unis. Par conséquent, la dissuasion existe.

Mais ce que les Chinois ne veulent pas faire, c'est jouer à un jeu où ils seraient entraînés dans des négociations qui les mettraient dans le même panier que la Russie en matière de sécurité. Les États-Unis vont les considérer comme liés à la Russie, et cela pourrait créer certaines vulnérabilités pour la Chine. Ainsi, ce que les Chinois ont indiqué dans leur document, c'est ce que j'ai déjà mentionné : les États-Unis et la Russie doivent d'abord résoudre leurs questions de contrôle des armements. Une fois qu'ils auront conclu un accord et que les chiffres seront fixés dans un traité, alors la Chine sera prête à intervenir et à dire : « D'accord, maintenant, comment procède-t-on ? » Mais il ne s'agira pas d'augmenter les chiffres. La Chine dira essentiellement : « Euh, nous avons besoin que tous vos chiffres diminuent », parce que, vous savez, nous sommes tous égaux ici.

Euh, c'est problématique pour les États-Unis parce que nous, euh, relient à tort les arsenaux nucléaires russes et chinois, comme s'ils fonctionnaient sous un contrôle opérationnel conjoint. Ce n'est pas le cas. Mais, vous savez, encore une fois, nous avons actuellement aux États-Unis des personnes occupant des postes censés être liés au contrôle des armements et à ce genre de choses, qui n'y connaissent absolument rien. Ce sont de purs idéologues — du genre « la paix par la force », « la puissance fait le droit ». Et ils ne vont pas faire ce qu'il faut. Il existe pourtant une voie à suivre, une approche qui dit, vous savez, qu'il n'est pas nécessaire de disposer de plus de 400 armes nucléaires pour détruire le monde. C'est la réalité de la situation. En ce moment, nous en avons 1 550. La Russie en a 1 550. Nous avons déjà une capacité de destruction largement excessive.

La Chine en a 600. Nous pouvons être très réalistes quant à la réduction du nombre de missiles déployés — sauf que, du moins aux États-Unis, cela est lié à un complexe militaro-industriel qui en tire énormément de profits. Vous savez, cette course aux armements dans laquelle nous nous

apprêtons à entrer va être une affaire de plusieurs milliers de milliards de dollars que les États-Unis ne peuvent tout simplement pas se permettre. Mais nous allons le faire, parce que l'industrie de la défense encaisse déjà les chèques. Nous allons le faire, parce que le Congrès est élu grâce aux dons des mêmes entreprises qui bénéficient de l'allocation de fonds publics aux projets de défense. Cette nouvelle course aux armements nucléaires — c'est un cercle vicieux contre lequel Dwight Eisenhower nous avait mis en garde dans son célèbre discours d'adieu.

Je vais m'en tenir à ceci : la Russie, en ce moment, nous surpasse sur tous les plans. Elle possède des armes nucléaires plus modernes que tout ce que nous avons. Beaucoup des nôtres sont vieilles et dépassées. Nous ne savons même pas si la moitié de ces armes fonctionnent, ce qui soulève le problème suivant : lorsque nous procéderons à toute cette expansion, nous sortirons des ogives W76 et W82 des entrepôts pour les installer sur des missiles. Mais la question est : fonctionnent-elles ? Sans entrer trop dans les détails de la conception des armes nucléaires, je pense que la W76 est un modèle en « cacahuète ». En gros, les gens imaginent une sphère — comme l'ancien dispositif au plutonium de la Seconde Guerre mondiale — mais un dispositif en cacahuète a en réalité la forme d'une cacahuète.

C'est deux dispositifs. Le premier explose, générant tout un tas de neutrons, puis le second se déclenche en s'appuyant là-dessus, et c'est ainsi qu'on obtient l'explosion d'une bombe à hydrogène. Donc, d'abord, on a une explosion atomique classique, qui relève de la fission, puis vient la fusion — et boum. Mais pour maintenir tout cela en place, il y a une mousse. Et cette mousse n'est pas une simple mousse ; elle est imprégnée de tout le matériel générateur de neutrons, n'est-ce pas ? Ainsi, quand le premier dispositif explose et que la mousse se désintègre, elle libère tout ce qu'il faut pour créer la fusion — pour l'amplifier, la renforcer. Une arme nucléaire amplifiée. C'est pour ça qu'on l'appelle ainsi. Le problème, c'est que la mousse se détériore avec le temps.

Et donc maintenant, ils ont ces armes, et la mousse est là, mais ils ne savent pas si la mousse fonctionne. Lorsqu'ils ont essayé de remettre à neuf la W76, il y a peut-être une dizaine d'années, ils ont découvert qu'il n'y avait pas de formule. C'était simplement quelque chose que les scientifiques de l'époque avaient mis au point — peut-être qu'ils avaient pris quelques notes à la main — et ils l'avaient fait, ils avaient produit les bombes. Mais quand cette génération a disparu, ils étaient tous morts ou séniles, bavant dans un gobelet, et plus personne ne savait comment fabriquer cette mousse. C'est une conception très spécifique, car il faut renforcer l'arme d'une manière extrêmement précise. Ils ont donc passé beaucoup de temps et d'efforts à essayer de la rétro-concevoir, pour comprendre comment fabriquer cette mousse.

Ils ont fabriqué quelque chose, mais ils ne savent pas si ça fonctionne. L'arme est censée fonctionner comme prévu. La raison pour laquelle nous avons des armes de différentes mégatonnes et tout ça, c'est parce que nous avons besoin d'une arme capable de frapper ici, de comprimer le sol et de faire s'effondrer les silos. Pour cela, il faut augmenter l'efficacité nécessaire pour obtenir le résultat. Mais si la mousse ne te donne pas ce gain, tu obtiens un pétard mouillé. Alors maintenant, nous lançons des missiles sur la Russie en espérant faire s'effondrer leurs silos, et nous obtenons un

« pouf » au lieu d'un « boum » — et les silos ne s'effondrent pas. Et maintenant, des missiles nous reviennent. C'est problématique. Cela signifie que nous n'avons plus de dissuasion, parce que tout le monde va... et donc il y a beaucoup de tentations maintenant.

C'est pourquoi la direction que nous prenons est très mauvaise. Je crois que l'administration Trump finira probablement par céder à la pression pour reprendre les essais souterrains d'armes nucléaires. Et quand cela arrivera, les Russes feront la même chose. À ce moment-là, tout sera permis — tout le monde s'y mettra. Comme je l'ai dit, nous revenons à la case départ. C'est une catastrophe, une véritable catastrophe. Le peuple américain a dormi au volant. La presse américaine a dormi au volant — mais la presse américaine est achetée. C'est pourquoi on ne peut pas faire confiance au **New York Times**. Vous savez, David Sanger écrit pour le **New York Times** depuis un certain temps, mais tout ce qu'il est, c'est un sténographe.

Il obtient des informations du Pentagone qui racontent l'histoire qu'ils veulent raconter. Il ne révèle pas la réalité. Vous savez, autrefois, il y avait Seymour Hersh, qui pouvait écrire sur ce genre de choses, mais en ce moment, il joue le jeu de l'administration, en répétant les absurdités. Personne dans les médias traditionnels ne dit la vérité à ce sujet. Et quand des gens essaient de dire la vérité, la prochaine chose que les médias dominants diront, c'est : « Eh bien, les Russes trichent. » Je suis ici pour vous dire tout de suite que les Russes ne trichent pas. Je veux dire, Ray McGovern est l'un de mes meilleurs amis. J'adore Ray McGovern. Vous connaissez Ray — un bon gars, un type intelligent. Mais, vous savez, l'autre jour, nous parlions, et il a dit que les Soviétiques avaient triché sur le traité ABM.

Et il a cité le radar de Krasnoïarsk. Et moi, j'ai dit : « Attendez, attendez. Ils n'ont pas triché. » Ce radar était incapable d'accomplir les fonctions techniques exigées par le traité ABM. Il n'y avait donc aucune intention de tricher. Pour avoir l'intention de tricher, il aurait fallu construire un radar capable de faire ce qu'il était interdit de faire. Ils ont installé le radar là parce que c'était un radar de suivi de satellites, et c'est là qu'il y avait une lacune dans leur couverture de suivi. Il s'est avéré que son emplacement constituait une violation technique du traité ABM, donc les Russes ont accepté de détruire le radar — et ils l'ont fait. Mais les Russes ne trichent pas.

J'ai travaillé avec ces gens-là. Ils sont assidus. Ce qui est dans le traité, c'est ce qu'ils font. Je l'ai appris à Votkinsk parce que, vous savez, on nous a forcés à construire ce truc appelé CargoScan. Mais ça a été ajouté à la toute dernière minute — littéralement quelques jours avant que Reagan et Gorbatchev ne signent le traité INF. Ils ont dit : « Oh mon Dieu, il faut mettre des inspecteurs à l'extérieur de Votkinsk. » Et ils ne savaient pas comment s'y prendre. Alors ce qui s'est passé, c'est qu'ils ont mis toute la responsabilité sur les inspecteurs pour rédiger le règlement. Et nous étions là, en train d'essayer de faire fonctionner ce CargoScan, pendant que les Soviétiques disaient : « Non, vous devez respecter tout ce qui a été écrit. »

Si vous ne le faites pas comme c'était écrit, vous ne pouvez pas le faire. Et, euh, ensuite des gens comme le sénateur Helms ont dit : « Les Russes trichent. » Les Russes ne trichent pas. Les Russes

ne trichent pas. Les Russes ont fait exactement ce qu'ils étaient censés faire. C'est nous qui contournons les règles, qui jouons de manière désinvolte, qui trichons, qui mentons, qui manipulons. Mais les gens diront : « Eh bien, nous ne pouvons pas traiter avec les Russes parce qu'ils trichent. » Je veux dire, je viens d'assister à une réunion avec Christopher Ford, un ancien spécialiste du contrôle des armements de la première administration Trump. C'est lui qui a contribué à tuer le traité INF. Et l'une de ses philosophies fondamentales, c'est que les Russes trichent.

Je me dis : eh bien, non, ils ne trichent pas. C'est vous qui trichez. Et je peux prouver que vous trichez. Mais vous ne pouvez pas prouver que les Russes trichent. Vous savez, ils ont accusé les Russes de tricher avec ce missile 9M729. Les Russes ont dit : « Eh bien, voici le missile. Venez, envoyez vos inspecteurs, et examinez-le. » Et Christopher Ford a répondu : « Non, nous n'enversons pas d'inspecteurs. » Pourquoi pas ? Parce que cela montrerait probablement qu'ils ne trichent pas — et c'est le résultat que les Russes veulent que nous voyions. Et j'ai dit : « Eh bien, c'est probablement parce que c'est la vérité. » Ils ne voulaient pas de la vérité. Ils ont inventé une fiction selon laquelle les Russes trichent, et ils ont laissé cette fiction perdurer. Comment peut-on faire affaire avec des gens comme ça ? Donc, vous êtes les Russes, en ce moment, face à cette situation. Les Russes ne veulent pas d'une course aux armements.

Tout d'abord, les Russes ont déjà remporté la course aux armements. Vladimir Poutine avait prévenu tout le monde en 2016. Il avait averti Bush à l'époque où celui-ci s'est retiré du traité ABM — il avait dit : si vous faites cela, il y aura des conséquences. En 2016, il a déclaré aux médias américains qu'il y aurait des conséquences. Pourquoi n'en avez-vous pas davantage parlé ? Ils n'ont rien écrit. En 2018, il a annoncé qu'ils construisaient de nouvelles armes. Et ces armes — le Sarmat, l'Avangard et le Poséidon — sont désormais déployées, opérationnelles. La Russie nous surpasse dans toutes les catégories d'armes nucléaires. Donc cette course aux armements ne sera pas vraiment une course, car les Russes ont déjà franchi la ligne d'arrivée. C'est plutôt comme si les États-Unis essayaient encore d'acheter une paire de chaussures et de les lacer sur la ligne de départ pour voir jusqu'où ils peuvent aller.

Nous sommes tellement en retard, et nous ne pouvons rien nous permettre. Nous ne pouvons rien nous permettre. Le système de dissuasion stratégique basé au sol — on disait au départ qu'il coûterait environ 75 milliards de dollars, puis 120 milliards. Je vous le dis tout de suite, il finira par coûter entre 1 et 3 billions de dollars une fois terminé. Et ce n'est que celui-là. Nous ne pouvons pas faire ça. Nous ne pouvons pas nous le permettre. Les nouveaux sous-marins — pour remplacer la classe Ohio — il faudrait en produire, je ne sais pas, 2,7 par an. Notre capacité maximale actuelle est de 1,5. Nous n'avons pas la capacité de construction navale nécessaire pour y parvenir. Le bombardier B-21 est beaucoup trop cher. Nous ne pouvons pas nous en offrir beaucoup. Et nous allons nous libérer de la sécurité du traité New START pour nous lancer dans une course aux armements que nous avons déjà perdue.

#Glenn

Je pense qu'une partie du problème avec l'abandon du contrôle des armements ne vient pas seulement d'un manque de confiance, mais aussi d'un manque de peur de la guerre nucléaire. Je crois que chaque génération, comme le dit le cliché, doit apprendre les horreurs de la guerre pour la respecter. J'entends même des dirigeants européens dire aujourd'hui que, chaque fois que la Russie évoque sa dissuasion nucléaire, ils rejettent cela comme du « chantage nucléaire ». Donc, ils ne peuvent pas la respecter, car cela reviendrait à permettre aux Russes de l'utiliser. C'est, à mon avis, une façon de penser très dangereuse. Mais je m'inquiète du fait qu'on ignore la compétition sécuritaire ici, parce que, comme vous l'avez dit, dès que ces armes commencent à être déployées, la sécurité d'un pays devient l'insécurité d'un autre. Il va donc forcément y avoir une sorte de course aux armements qui en découlera. Alors, oui, je suppose... à ton avis, quel type d'armes devons-nous nous attendre à voir déployées dans les prochains mois ou les prochaines années ?

#Scott Ritter

Eh bien, tout d'abord, quand on parle des armes américaines, on ne parle pas de quelques mois — on parle de décennies. Donc, vous savez, ils parlent maintenant de prolonger la durée de vie du Minuteman III, qui a déjà, bon sang, 50 ans. Ils envisagent de le maintenir jusqu'en 2050. Je veux dire, j'aurai 81 ans en 2050. Alors... comment peut-on fonctionner de cette manière ? Je veux dire, nous n'aurons pas de nouveau missile avant 2050. Quand nous avons lancé le programme Minuteman, il a été conçu et construit en quelques années. Aujourd'hui, c'est impossible, parce que notre industrie de la défense est corrompue à en mourir. Tout tourne autour de l'argent, de l'argent, encore de l'argent. Nous ne faisons rien correctement.

En fin de compte, en fin de compte — ils ne feront rien pour le bien national. Donc je ne m'attends pas à ce que tu sois optimiste à propos de ce système de « dôme doré » qui, encore une fois, supposons simplement que Donald Trump ait dit : « D'accord, je veux prolonger le traité New START, les plafonds. » Les Russes avaient des réserves. Ils ont dit : « Eh bien, vous ne pouvez pas construire de dôme doré », parce qu'on revient à la même équation ABM. Ce n'est pas la première fois que nous traversons cela. Les Russes l'ont répété encore et encore. C'était un bon argument, c'est pourquoi nous avons signé le traité ABM. Mais les Russes disent qu'ils ne peuvent même pas commencer à parler de chiffres, de contrôle, etc., si vous construisez un système de défense antimissile.

Parce que ce système de défense antimissile nous oblige désormais à le submerger — à le vaincre. Et nous devons être capables de le faire. Aujourd'hui, les Russes ont déjà construit des systèmes conçus pour submerger et vaincre n'importe quel système de défense concevable. Je veux dire, le Dôme doré — les contrats ont été attribués, les premiers contrats ont été attribués. Encore une fois, le missile Sentinel, qui est le système de dissuasion basé au sol, quel que soit le nom qu'ils lui donnent — c'est celui qui devait remplacer le Minuteman. Le Congrès a tiré des leçons d'autres programmes : l'industrie de la défense ment. Elle commence par sous-évaluer les coûts. Elle sait que cela coûtera plus cher, mais elle sous-évalue. Et puis, boum, elle dit : « Oh, il y a de nouvelles technologies que nous devons intégrer. »

Et donc, ils augmentent l'offre et tout le reste, et avant que tu t'en rendes compte, le système devient incontrôlable. Alors le Congrès a mis en place des freins automatiques — si un contrat dévie d'un certain pourcentage, le frein s'enclenche. Le système Sentinel a commencé à fonctionner, et il a immédiatement dévié. Je crois que la première fois, c'était d'environ 54 %. Bam — le Congrès a mis les freins et a dit : « Reconsidérez. » Ils ont dit : « Nous allons reconsidérer. » Ils ont reconsidéré, ont dit : « Nous sommes prêts », et l'ont relancé. Boom — ça a grimpé à 81 %. Ils l'ont arrêté. Nous ne pouvons pas nous permettre Sentinel, parce que l'industrie de la défense est tellement corrompue qu'elle ne sait pas construire quelque chose de manière responsable. C'est toujours conçu pour rapporter de l'argent.

Alors, où allons-nous trouver ce missile ? Dieu nous en garde, si nous devons développer un nouveau missile balistique lancé depuis un sous-marin. En ce moment, nous avons un nouveau sous-marin en construction, et comme je l'ai dit, nous n'avons pas la capacité de construction navale nécessaire pour le produire, donc nous allons rencontrer des problèmes à ce niveau-là. Mais si nous avons besoin d'un nouveau missile — vous savez, nous sommes passés de Polaris à Poseidon, puis à Trident. Nous en sommes maintenant au missile Trident D5. Si nous avons besoin d'un nouveau missile, je ne pense pas que nous serions capables d'en construire un. Actuellement, nous construisons le Trident ; nous modernisons le Trident. Mais pour construire un nouveau missile, nous ne sommes pas... Les Russes, en revanche — ils ont le Bureau de conception Nadiradze, aujourd'hui l'Institut de technologie thermique de Moscou.

Ces gars-là conçoivent des moteurs-fusées à propergol solide depuis les années 1960, et ils n'ont jamais arrêté. Ils disposent de l'usine de construction mécanique de Votkinsk, que j'ai inspectée, qui assure la production. Ils ont des partenariats, et ils n'ont jamais cessé. Ils cherchent toujours à améliorer les systèmes existants et à développer le système de nouvelle génération. Ils comprennent que lorsqu'on construit un missile, sa durée de vie opérationnelle est d'environ vingt ans. Dans les années 1990, ils ont travaillé à l'étendre à trente ans. Mais ils disent qu'après trente ans, il faut qu'un autre missile soit prêt à être déployé. C'est pourquoi le SS-25 Topol était encore en service lorsque le Topol-M, le RS-27, est apparu.

Parce que, vous savez, ils n'ont pas connu cette panique où il y avait un vide — où tout était mis à la retraite et où il fallait tout recommencer à zéro. C'est progressif. Voici le Topol-M ; ils retirent progressivement les anciens Topol. Puis arrive le Yars pour remplacer le Topol-M, et le Topol-M est lentement remplacé par le Yars. Après le Yars vient le Sarmat — c'est lui qui va le remplacer. Ils ont toujours une longueur d'avance. Ils produisent ces missiles rapidement. Ils sont modernes, efficaces, et leur coût est faible parce qu'ils n'ont pas besoin de réinventer la roue. Quand nous construisons un système de missiles, nous devons en gros dire : « Oh, il faut construire une toute nouvelle usine », et il faut former une toute nouvelle main-d'œuvre. Les Russes n'ont pas besoin de faire cela. Ils ont déjà le personnel, ils acquièrent de nouvelles technologies, ils les forment, et ils utilisent les mêmes ateliers.

Et leurs coûts chutent considérablement. Les Russes nous battent à plate couture sur tous les plans. Mais vous n'allez pas voir de nouveaux systèmes d'armes venant des États-Unis. Ce que vous allez voir, c'est un effort pour charger les missiles D-5 et les Minuteman III. Ensuite, vous allez assister à une panique où l'on dira : « Eh bien, nous ne savons pas si ces armes qui sont en stockage fonctionnent », et maintenant on parle, vous savez, dans le budget de la défense — ce budget de 1,5 billion de dollars — de construire, quoi, 10 000 cœurs nucléaires pour la prochaine arme. Dix mille, pour un nouveau modèle, ce qui signifie qu'on voudra probablement le tester. C'est une folie absolue. Rien que d'y penser, j'en ai mal à la tête.

#Glenn

Cela semble être un moment étrange pour faire cela aussi, car toute l'idée du retrait des États-Unis de la guerre en Ukraine était que les États-Unis devaient chercher à améliorer leurs relations avec la Russie. C'était, vous savez, l'ancien mantra de Trump — qu'il est bon de s'entendre avec la Russie. Leur objectif était d'améliorer les relations bilatérales, et c'est l'une des raisons pour lesquelles nous devons résoudre la guerre en Ukraine. Mais il semble que si l'on essaie d'améliorer les relations bilatérales, il est difficile de comprendre comment cela peut se faire sans contrôle des armements. Je veux dire, c'est là que la confiance se construit, n'est-ce pas ? Oui.

#Scott Ritter

Écoutez, encore une fois, je salue cela, parce qu'il n'y a rien — je vous l'ai dit, six décennies d'héritage en matière de contrôle des armements. Il ne se passe rien aujourd'hui que nous n'ayons déjà géré, que nous n'ayons déjà affronté. Aujourd'hui, on parle des Russes, vous savez, du chantage nucléaire. Eh bien, Richard Nixon, lorsque nous sommes passés, je ne sais plus, du SIOP-62 au SIOP-64 ou autre — le « Single Integrated Operational Plan », c'est-à-dire le plan de guerre nucléaire de l'époque — Nixon a été informé à ce sujet, et il a dit : « Vous devez me donner des options. En gros, vous êtes en train de me dire que si nous avons une petite crise ici, nous passons directement à une guerre nucléaire totale, et que je serai responsable de la mort de centaines de millions de personnes, dont jusqu'à 60 millions d'Américains. »

Je n'aime pas ça. C'est insensé. J'ai besoin d'options. Et le Pentagone réfléchissait — ils ont dit : eh bien, nous pourrions utiliser notre plan de guerre nucléaire européen. Et, euh, vous savez, nous avons ce plan qui dit que nous pouvons frapper quelques villes russes, et alors les Russes ne riposteraient pas en Europe, car cela pourrait déclencher une attaque américaine à grande échelle. Et Nixon a dit : eh bien, les Russes ne pourraient-ils pas faire la même chose ? Ils ont répondu : oh oui, oui, nous y avons déjà pensé — et nous ne savons pas quelle est la réponse. Autrement dit, les États-Unis ont admis que si l'Union soviétique bombardait des villes européennes, nous n'avions pas encore décidé si nous riposterions, car cela reviendrait à se suicider.

Nous sommes en 1968, 1969, 1970. Nous n'avons toujours pas résolu ce problème, je suis là pour vous le dire. Et les Russes ont en quelque sorte compris. Je veux dire, vous savez, Sergueï

Karaganov — si vous en avez l'occasion, vous devriez lui parler. C'est un type intéressant. C'est lui qui a écrit un article il y a quelques années en disant, vous savez, qu'il faudrait bombarder Poznań à titre de démonstration. Et il a dit que les États-Unis ne feraient rien, parce qu'aucun président américain ne sacrifierait Boston pour Poznań. Et il a raison. L'Europe doit se réveiller et comprendre que nous ne mourrons pas pour elle. Cela a toujours été un mythe. Le parapluie nucléaire a toujours été un mythe — si l'Europe crée une situation où elle provoque la Russie à utiliser des armes nucléaires contre une ville européenne, vous serez livrés à vous-mêmes.

Nous n'allons pas mourir pour vous. C'est, vous savez, encore une de ces choses dont il faut parler maintenant. Parce qu'à mesure que nous entrons dans cette course aux armements, il faut comprendre que la course aux armements dans laquelle les États-Unis s'engagent est totalement déconnectée de la réalité européenne. La France et l'Angleterre ne se sont pas rendues service. Vous savez, elles viennent de faire quelque chose—j'ai oublié le nom, Nottingham ou Notting... je ne me souviens plus du nom de l'accord—où elles se sont rencontrées et ont essentiellement convenu d'avoir un plan de réponse nucléaire unifié, en se coordonnant en cas de guerre nucléaire. Les Français ont promis—si j'ai bien compris—l'Angleterre a promis à la Pologne, et la France a promis à l'Allemagne, le parapluie nucléaire. Donc maintenant, ils disent qu'ils doivent remplacer les États-Unis.

Nous mettons en place notre propre parapluie nucléaire. Tout ce que cela garantit, c'est que les Russes vont désormais anéantir toute l'Europe — y compris la France et, bien sûr, l'Angleterre — et que les États-Unis ne feront rien. Nous n'allons pas mourir pour l'Europe. Les Européens doivent donc comprendre que, lorsque ce cadre de contrôle des armements disparaît, tout le principe reposait sur la fiction selon laquelle le parapluie nucléaire américain s'étendait sur l'Europe. En entrant dans cette nouvelle course aux armements, ce parapluie nucléaire américain n'existe plus, et l'Europe sera livrée à elle-même. Nous nous retrouvons maintenant dans une situation où l'Allemagne décide qu'elle ne veut pas du parapluie nucléaire français — l'Allemagne veut des armes nucléaires. La Suède décide qu'elle veut ses propres armes nucléaires. Ce sont deux nations qui ont déjà eu des programmes nucléaires.

Nous n'en parlons tout simplement pas. Les Suédois travaillent discrètement sur leur potentiel en matière d'armes nucléaires. Les Allemands — j'ai parlé à un scientifique allemand spécialisé dans les armes nucléaires — m'a dit : « Oui, nous pourrions construire une arme nucléaire demain. Nous ne le faisons tout simplement pas. » C'est là l'autre danger de la disparition de ce cadre de contrôle des armements : nous allons assister à une prolifération mondiale. Le Japon, la Corée du Sud, le Brésil — des nations vont commencer à développer des armes nucléaires, car le fondement de la sécurité qui existait avec le traité New START, le principe selon lequel il n'y aurait pas de guerre nucléaire, que nous travaillions à en contrôler le risque — une fois cela disparu, ce sera de nouveau le Far West. Les gens vont s'armer, marcher dans la rue, à la recherche de quelqu'un à abattre.

#Glenn

En réalité, Sergueï Karaganov — je l'ai déjà reçu dans ce podcast, car il a été mon patron. Il dirigeait mon département à Moscou. Il m'a dit, à plusieurs reprises dans son bureau, qu'il ne croyait pas au principe de l'article 5 de l'OTAN — qu'il n'y avait aucune chance que les Américains se suicident pour les Européens. Il a fortement plaidé, pendant plusieurs années, pour que Moscou modifie sa doctrine nucléaire, et, au final, Poutine a suivi cette orientation. Et comme tu l'as dit, il soutient désormais qu'il est peut-être nécessaire d'envisager l'utilisation d'une ogive nucléaire contre les Européens, compte tenu de ce qu'ils font contre la Russie en Ukraine.

Donc, c'est un sujet assez sérieux dont nous parlons. Oui. Mais tout semble s'effondrer, comme vous l'avez dit, car autrefois, quand on parlait des armes nucléaires iraniennes, c'était du genre : comment pouvaient-ils même envisager une chose pareille ? C'est de la prolifération nucléaire. Maintenant, il y a une certaine désinvolture, où les Allemands disent : « Peut-être devrions-nous nous doter d'une arme nucléaire. » Même s'ils pensent être les gentils, cela ne sert à rien si cela pousse simplement d'autres pays à faire exactement la même chose. Donc non, je pense que nous empruntons une voie très dangereuse. J'espère qu'un homme d'État finira par se manifester.

#Scott Ritter

Il y a aussi un autre aspect à cela, et cela vient, encore une fois, d'un ancien responsable russe du contrôle des armements que j'ai connu. Je deviens sénile, donc je ne me souviens plus de tous les noms. Je n'ai jamais été doué pour les noms, mais ça me reviendra. Il a écrit un article dans lequel il expliquait que nous ne faisons plus travailler nos muscles du contrôle des armements. Si on y réfléchit, le traité INF a été négocié par Paul Nitze. Nitze était à Hiroshima et a rédigé l'une des études qui ont suivi. Il a écrit le NSC-68, qui était le document fondateur de la politique de confinement de la guerre froide. Nitze était un guerrier de la guerre froide — il comprenait tout cela. Il était présent dès le départ pour parler du Traité sur la non-prolifération nucléaire, du Traité ABM, des accords SALT, et ainsi de suite.

Et donc, c'est un homme qui comprenait la guerre froide — il en comprenait chaque aspect — et qui pouvait négocier le contrôle des armements de manière responsable parce qu'il y était. Il avait de solides compétences en matière de contrôle des armements. Je veux dire, tous nos gars en avaient. Vous savez, nous savions faire cela autrefois. Les traités de contrôle des armements sont extraordinairement difficiles à négocier. Si vous lisez — bon sang, Gerard Smith, je crois que c'était son nom — je sais que son nom de famille était Smith, mais c'était le négociateur du traité SALT. Et il a écrit d'excellents livres, une série d'ouvrages sur cette expérience. Cela devrait être une lecture obligatoire pour tout le monde, car on y voit la complexité, la nuance, la patience. Ce n'est pas du jeu de brinkmanship. Ce n'est pas du Donald Trump transactionnel, ceci ou cela. Il faut comprendre d'où ils viennent.

Vous devez comprendre leurs calculs, et ils doivent comprendre les vôtres. Il faut que chacun parvienne à comprendre l'autre. Cela demande beaucoup de temps et d'efforts pour résoudre ces

choses-là. Les gens ne s'assoient pas du jour au lendemain en se disant : « da, da, da, da, da ». C'est un travail difficile — très difficile. Et il faut des gens qui savent comment faire, qui pensent de cette manière. Ils ne sont plus là. Ils sont morts. Enfin, regardez, j'étais l'un des jeunes quand tout cela a commencé. Bon sang, quand j'ai commencé à travailler en 1988, j'avais 27 ans — l'un des plus jeunes à le faire. J'ai 64 ans maintenant. J'étais le jeune. Je vais aux réunions de l'INF, et ils disparaissent tous. Tous les gars — les colonels, vous voyez — ils disparaissent, tombent comme des mouches. Tous les autres sont juste vieux. Alors j'arrive avec une poignée d'autres types, et nous sommes les jeunes.

Nous avons la soixantaine. Nous sommes les jeunes. Nous sommes les derniers à avoir été formés à cela. Ceux qui sont venus après nous n'ont pas été formés au véritable contrôle des armements. Ils ont été formés à considérer le contrôle des armements comme un moyen de garantir la suprématie nucléaire américaine — la supériorité nucléaire américaine. Ce n'est pas du contrôle des armements. C'est quelque chose de totalement différent. Christopher Ford n'est pas un spécialiste du contrôle des armements ; c'est un suprémaciste nucléaire américain qui considère le contrôle des armements comme efficace uniquement s'il garantit la suprématie nucléaire américaine. Le contrôle des armements exige des personnes qui voient l'autre camp comme un égal, qui croient en des relations mutuellement bénéfiques — la réciprocité. Nous n'avons plus de gens qui pensent ainsi aujourd'hui. Les muscles ont disparu.

Et les Russes, c'est tout le contraire. Les Russes, vous savez, leur ministère des Affaires étrangères était autrefois responsable du contrôle des armements. Aujourd'hui, c'est le ministère de la Défense. Et leur mission n'est pas de réfléchir à la manière d'éliminer les armes nucléaires. Leur mission, c'est de regarder l'Amérique et de se dire : « Ces types mentent, trichent, volent, et nous devons être prêts à faire face à des menteurs, des tricheurs et des voleurs. » Alors ils développent une capacité nucléaire russe conçue pour fonctionner dans cet environnement. Ils ne sont pas conditionnés à penser diplomatiquement, parce qu'ils regardent l'Amérique et voient que les Américains n'agissent pas de manière diplomatique. Plus personne n'a de réflexes en matière de contrôle des armements. Cela n'existe plus — ni aux États-Unis, ni en Russie.

Nous allons donc devoir former toute une nouvelle génération de personnes pour faire cela. Ce n'est pas seulement que nous devons négocier des traités, ce qui est extraordinairement difficile à faire — nous devons trouver des personnes capables de négocier des traités. Et d'où viennent-elles ? Nos institutions universitaires sont corrompues par la russophobie. Nous ne formons pas de spécialistes du contrôle des armements, car pour être un spécialiste du contrôle des armements, il ne suffit pas d'avoir les connaissances techniques, il faut aussi une compréhension fondamentale de son adversaire — une véritable expertise sur la Russie. Nous n'enseignons pas l'expertise sur la Russie. Nous enseignons que Poutine est un tyran dictatorial. Voilà, c'est tout. Vous voulez un doctorat en études russes ? Je vous le dis tout de suite — rédigez votre thèse.

Vladimir Poutine est un voyou dictatorial, et tu obtiendras un doctorat et pourras faire tout ce que tu veux. Mais Dieu t'en garde d'écrire quelque chose comme « la voie vers un contrôle réciproque des

armements ». Tu échoueras, parce qu'ils diront : « Que veux-tu dire par contrôle réciproque des armements ? Tu veux dire traiter les Russes avec respect ? Traiter les Russes comme des interlocuteurs légitimes ? » Non. Voilà le monde universitaire, où nous sommes censés apprendre aux gens à penser. Nous ne formons pas des penseurs ; nous formons des idéologues opposés au contrôle des armements. C'est pourquoi les médias n'en parlent pas. L'une de tes premières questions était : pourquoi les médias l'ignorent-ils ? Parce qu'ils ne sont pas conditionnés à comprendre la réalité de la menace — et ils ne le seront pas avant d'être vaporisés. Et là, il sera trop tard. Oui, non, enfin, euh...

#Glenn

C'est une note sombre pour conclure, mais je ne pourrais pas être plus d'accord. Je suis professeur à l'université ici. « Idéologues » est la bonne description — ils marchent tous au pas. Il n'y a pas non plus de bonne explication, je pense, si l'on veut comprendre pourquoi les médias n'ont absolument aucun intérêt pour ce sujet. Il semble que le contrôle des armements soit désormais arrivé à sa fin. Scott Ritter, merci beaucoup, comme toujours. Je vous en suis reconnaissant. Je ne vois pas qui serait mieux placé pour expliquer la gravité de la décision de laisser expirer ce contrôle des armements. Alors merci beaucoup.

#Scott Ritter

Merci de m'avoir invité.